4. Aide humanitaire

Catherine Schümperli Younossian

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/606>

DOI : 10.4000/aspd.606

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 45-53

ISBN : 2-88247-049-5

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Catherine Schümperli Younossian, « 4. Aide humanitaire », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 22-1 | 2003, mis en ligne le 25 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/606> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.606>

4. AIDE HUMANITAIRE*

L'AIDE HUMANITAIRE est une composante importante du système d'aide suisse, un cinquième environ de l'APD y est consacré. En 2001, 333 millions de francs provenant de la Confédération, des cantons et des communes ont été consacrés à des actions humanitaires sur un total de 1628 millions de francs d'aide publique au développement (APD).

En 2002, le parlement a voté en faveur d'un nouveau crédit-cadre, pour une période de quatre ans, consacré à l'aide humanitaire d'un montant de 1,5 milliard de francs. D'autre part, la DDC a rendu publique sa nouvelle stratégie en la matière (« Aide humanitaire – Stratégie 2005 »).

Au vu des événements qui ont eu lieu en Afghanistan (guerre et tremblement de terre) et dans les Territoires palestiniens autonomes et occupés (TPAO) au cours du premier semestre de l'année 2002, la Suisse a renforcé son appui humanitaire dans ces deux régions.

4.1. RAPPEL DU CADRE INSTITUTIONNEL ET FINANCIER

Le mandat de l'aide humanitaire de la Confédération, défini dans la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération et l'aide humanitaire internationale, est précisé en ces termes : l'aide humanitaire a pour but de contribuer, par des mesures de prévention et de secours, à la sauvegarde de la vie humaine lorsqu'elle est menacée ainsi qu'au soulagement des souffrances. Elle est notamment destinée aux populations victimes d'un conflit armé ou de catastrophes naturelles ou technologique. Par principe, elle donne la priorité aux groupes les plus vulnérables et les plus démunis socialement. L'aide humanitaire peut prendre la forme de prestation en nature, notamment la fourniture de denrées alimentaires, de contributions en espèces, la mise à disposition de spécialistes et d'équipes de secours.

L'aide humanitaire de la Confédération constitue l'une des divisions de la DDC (division d'aide humanitaire). Une des grandes particularités du système suisse est de s'être doté d'un système d'intervention directe, le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA)¹. Le CSA est un corps de milice, qui réunit un contingent d'au moins 700 personnes prêtes à intervenir, réparties dans différents groupes spécialisés en fonction de leurs connaissances et de leurs capacités. Citons également la Chaîne suisse de sauvetage, qui est l'unité intervenant en cas de catastrophe à l'étranger et de séisme en particulier. Elle a pour mission de dégager et de sauver les personnes ensevelies sous des décombres. Elle se compose d'organisations partenaires affiliées – privées, publiques, civiles et militaires – placées sous la conduite de l'aide humanitaire de la Confédération.

* Par Catherine Schümperli Younossian, chargée de recherche à l'iuéd.

¹ L'appellation « Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) », utilisée depuis sa création en 1973, a été remplacée depuis septembre 2001 par l'appellation « Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ».

❑ Adoption du nouveau crédit-cadre par le Parlement

Le nouveau crédit-cadre pour l'aide humanitaire² (adopté pour une période de quatre ans au moins dès 2002) d'un montant de 1,5 milliard de francs a été adopté sans discussion par le Parlement³. Le total des dépenses augmente de 450 millions de francs par rapport aux moyens attribués pour la période 1997-2001. Cette progression s'explique notamment par l'intégration dans le présent crédit-cadre de la contribution suisse destinée au siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), cette dernière faisait précédemment l'objet d'un message et d'un crédit-cadre spécifiques.

📖 **ASTM 2002**, Présentation du nouveau *Message concernant la continuation de l'aide humanitaire*, pp. 300-301.

❑ Stratégie 2005 de l'aide humanitaire de la DDC

En 2002, la DDC a rendu publique sa stratégie pour les prochaines années dans le domaine de l'aide humanitaire⁴. Ce document vise à présenter les objectifs, les domaines d'action, les tâches et les moyens que la Confédération compte mettre en œuvre dans ce cadre.

La nouvelle stratégie définit quatre domaines d'engagement prioritaire pour l'aide humanitaire: la prévention, l'aide d'urgence, la reconstruction, ainsi qu'un nouveau domaine d'intervention, le plaidoyer (*advocacy*). La stratégie précise également que dans ces actions et programmes, l'aide humanitaire tient compte des aspects environnementaux et accorde une attention particulière aux rôles sociaux des genres, aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance. La stratégie insiste également sur l'importance d'une meilleure harmonisation des activités d'aide humanitaire avec les mesures prises dans le domaine de la coopération au développement et plaide pour un renforcement de la coordination internationale dans les efforts d'assistance.

Aide humanitaire – Stratégie 2005. Quatre domaines d'action prioritaire

Domaine et objectifs	Actions et programmes
Par la prévention , on s'engage à contenir les risques, notamment par une détection précoce des dangers. La prévention est de plus en plus importante, notamment lors de risques de catastrophes naturelles. Selon les situations, des mesures préventives seront prises en collaboration avec les universités ou des institutions spécialisées suisses. <i>Par exemple</i> : mettre sur pied des systèmes d'évacuation en cas de risque d'éruption volcanique.	<ul style="list-style-type: none">❑ Soutenir les mécanismes locaux de prévention en cas de crise.❑ Prévenir les catastrophes par l'estimation des risques, la surveillance des régions à risque et l'installation de systèmes d'alerte.❑ Préparer et renforcer les capacités existantes dans le domaine de la gestion des risques.❑ Contribuer à la prévention des conflits et appuyer la recherche de solutions.

² Conseil fédéral, *Message concernant la continuation de l'aide humanitaire internationale de la Confédération*, du 14 novembre 2001 (message 01.072).

³ Conseil national, session de printemps 2002: 146 en faveur et 2 abstentions. Conseil des Etats, session d'été 2002: 34 voix pour sans opposition.

⁴ DDC, *Vivre la solidarité. Aide humanitaire – Stratégie 2005*, Berne: DDC, 2002.

L'aide d'urgence (aide immédiate et de survie)

a pour objectif de sauver des vies et d'assurer la couverture des besoins fondamentaux des victimes.

Par exemple : en cas de tremblement de terre ou lors de catastrophes naturelles ou technologiques, les experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) peuvent soit se déployer dans le cadre du corps, soit être mis à la disposition des NU pour évaluer les besoins immédiats.

De plus, la Chaîne suisse de sauvetage peut être appelée en tant qu'instrument spécialisé pour l'aide immédiate.

- ❑ Évaluer la situation et identifier les besoins.
- ❑ Assurer l'approvisionnement de base en eau potable et en denrées alimentaires.
- ❑ Fournir des logements provisoires.
- ❑ Dispenser de l'aide médicale d'urgence.
- ❑ Assister les réfugiés, les personnes déplacées et les sans-abri.

La **reconstruction** constitue la première étape vers une normalisation de la situation.

Par exemple : ces dernières années, l'aide à la reconstruction pour les réfugiés, y compris ceux qui rentrent de Suisse dans leur pays d'origine, a pris de plus en plus d'importance. L'aide humanitaire fournit, sur place, une aide à la réintégration de ceux qui rentrent au pays ainsi que de l'aide structurelle pour ceux qui y sont restés.

- ❑ Rétablir l'infrastructure de base.
- ❑ Fournir des logements.
- ❑ Encourager la formation.
- ❑ Favoriser l'initiative personnelle et la prise de responsabilité.
- ❑ Créer et maintenir les conditions nécessaires à la vie normale de la société concernée.

Le **plaidoyer** (*advocacy*) vise à renforcer la responsabilité et l'engagement en faveur des victimes. Il s'agit de protéger les victimes autant par la présence que par le témoignage, afin d'éveiller la conscience internationale et de sensibiliser aux préoccupations des victimes.

- ❑ Intervenir en faveur de toutes les victimes, notamment de celles des conflits oubliés.
- ❑ S'engager au service des principes humanitaires.
- ❑ Informer sur la situation des victimes et soutenir la prise de conscience nécessaire à la recherche de solutions.

Sources : DDC, *Aide humanitaire – Stratégie 2005*, Berne : DDC, 2002. Site Internet de la DDC.

4.2. VERSEMENTS D'AIDE HUMANITAIRE EN 2001

Tableau 12: Versement de l'APD/AP de la Suisse au titre de l'aide humanitaire en 2001, par émetteur et par instrument (en millions de francs)

	Aide humanitaire	Aide alimentaire	Total
Versements bilatéraux	273.87	31.00	304.87
DDC	196.12	31.00	227.12
Office fédéral des réfugiés (ODR) ^a	793.71	–	73.71
Cantons et communes	3.79	–	3.79
Versements multilatéraux	28.54	–	28.54
DDC	28.54	–	–
Total	302.41	31.00	333.41

Source : DDC, service statistique, novembre 2002.

^a Aide aux réfugiés selon les directives du CAD y compris les programmes d'aide au retour gérés par la DDC.

En 2001, les versements d'aide humanitaire de la Suisse au titre de l'APD se sont élevés à 333 millions de francs. La DDC a fourni près des trois quarts de l'aide humanitaire suisse, dont la totalité de l'aide alimentaire et multilatérale. Le quart restant a été fourni essentiellement par l'ODR au titre de l'assistance aux réfugiés (22 %) et pour une très petite partie par les cantons et les communes suisses, au titre de l'aide humanitaire.

□ Répartition géographique de l'aide humanitaire en 2001

En 2001, c'est l'Afrique qui est la principale bénéficiaire de l'aide humanitaire fournie par la Suisse pour un montant de 53 millions de francs, notamment en raison des conflits et des guerres civiles qui perdurent dans de nombreux pays. Quarante-trois millions de francs ont été attribués à des pays d'Asie et du Moyen-Orient. La situation de guerre en Afghanistan, la reprise du conflit israélo-palestinien, la crise alimentaire en Corée du Nord et le tremblement de terre en Inde ont notamment justifié de telles affectations. L'engagement de la Suisse s'est également poursuivi dans les Balkans dans la phase d'après-guerre (reconstruction, réintégration, réhabilitation d'école, projets de déminage). Enfin, les actions en Amérique latine ont surtout concerné la coordination de programmes pour les déplacés de la violence dans l'est de la Colombie, les victimes des tremblements de terre du Salvador et du Pérou.

Tableau 13: Aide humanitaire de la DDC en 2001, répartition par continent et par pays d'engagement (en millions de francs)

Continent/Pays d'engagement	2001	Continent/Pays d'engagement	2001
Afrique	53.4	Amérique latine	12.6
Angola	7.1	Colombie	2.8
Soudan	7.0	Pérou	2.0
Congo (R.D.)	6.8	Honduras	1.6
Burundi	6.5	El Salvador	1.4
Sierra Leone	5.7	Europe	28.1
Erythrée	3.1	Ex-Yougoslavie	14.1
Ethiopie	2.2	Russie	6.0
Asie et Moyen-Orient ^a	43.8	Moldova	2.9
Afghanistan	10.8	Ukraine	1.4
Corée du Nord	5.2	Turquie	1.3
Inde	5.0	Bélarus	1.2
Irak	4.8	Non ventilé géographiquement	89.1
Mongolie	3.9	Contributions multilatérales	28.5
Géorgie	2.2	dont UNRWA	12.0
Tadjikistan	2.2		
Total de l'aide humanitaire			255.7

Source: service statistique DDC, octobre 2002.

^a Les contributions à l'UNRWA apparaissent sous la rubrique «Contributions multilatérales».

□ L'aide humanitaire fournie par la DDC et ses partenaires

La Suisse apporte son aide humanitaire par deux voies, les interventions directes conduites par le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et les organisations partenaires, suisses et internationales. L'aide humanitaire de la Confédération bénéficie d'un dense réseau de partenaires, telles les organisations non gouvernementales suisses et agences spécialisées des Nations unies d'une part et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge d'autre part. Ainsi le PAM a bénéficié de 30 millions de francs en 2001, le HCR de 22,7 millions, l'UNRWA de 12 millions et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) d'environ 4 millions de francs. En 2001, le soutien de la Suisse au CICR s'est élevé à environ 85 millions de francs (soutien au fonctionnement du siège, ainsi qu'aux activités de terrain), ce qui place la Suisse au troisième rang des dona-

teurs après les Etats-Unis (234 millions de francs) et le Royaume-Uni (106 millions de francs). A noter que ces trois pays donateurs couvrent les 51 % du budget annuel du CICR (28 % pour les Etats-Unis, 13 % pour le Royaume-Uni et 10 % pour la Suisse). Pour mémoire, les dépenses totales du CICR en 2001 se sont élevées à 830 millions de francs⁵.

Tableau 14: Aide humanitaire de la DDC en 2000 et 2001, actions directes du CSA, contributions aux organisations des Nations unies, au CICR et aux ONG suisses (en millions de francs et en %)

	2000 en millions de francs	2001 en millions de francs	2001 en %
Corps suisse d'aide humanitaire	35.5	39.8	15
ONG suisses	38.9	45.0	18
Contributions aux organisations internationales	79.4	81.1	32
Organisations de la Croix-Rouge (CICR et CR)	108.7	89.9	35
Total de l'aide humanitaire	262.5	255.8	100

Sources : Rapports annuels DDC-Seco, *Aide humanitaire, 2000 et 2001*, Berne.

4.3. PRINCIPALES INTERVENTIONS EN 2002

□ *Eruption volcanique dans l'est du Congo*

La Suisse a apporté son soutien aux habitants de la ville de Goma, victime d'une éruption volcanique en janvier 2002. Les montants octroyés, s'élevant à 1,2 million de francs, ont été utilisés par l'ONU, le CICR, ainsi que les ONG locales pour la livraison de vivres et de secours médicaux et pour une aide institutionnelle à des partenaires locaux dont les infrastructures ont été détruites par les coulées de lave⁶.

□ *Afghanistan*

Après les attaques de la coalition dirigée par les Etats-Unis en hiver 2001, l'Afghanistan a dû faire face à une série de violents séismes en avril 2002. Affrontant une situation humanitaire difficile, la Suisse a poursuivi son soutien à la population afghane, en déboursant plus de 30 millions de francs en deux ans (2001 et 2002) pour des actions humanitaires et de reconstruction. La DDC collabore dans divers domaines (logistique, construction, eau et assainissement, médecine) avec des agences de l'ONU, le CICR, des ONG suisses et locales, ainsi que le gouvernement de transition, dans le but d'améliorer la situation humanitaire et de favoriser la reconstruction et le développement structurel du pays. La DDC entend mettre l'accent sur le renforcement du rôle de la femme dans la société afghane. En février 2002, la DDC a ouvert un bureau de coordination à Kaboul. Du temps des Talibans, les programmes de la DDC en Afghanistan étaient suivis d'Islamabad (Pakistan)⁷.

⁵ CICR, *Rapport annuel 2001*, Genève, 2002.

⁶ DDC, «Eruption volcanique dans l'est du Congo», *Newsletter*, n° 1, février 2002, et DDC, communiqué de presse, *Eruption volcanique à Goma*, 18.6.02.

⁷ DDC, «Aide en Afghanistan», *Newsletter*, n° 1, février 2002; «L'aide suisse ciblée sur la femme afghane», *Le Temps*, 25.1.02.

Monitoring des conditions de vie et de l'impact de l'aide internationale et locale dans les Territoires palestiniens autonomes et occupés

Depuis le début de la deuxième Intifada à l'automne 2000, la DDC et l'Aide humanitaire suisse (AHS) ont chargé l'iuéd d'élaborer des rapports permettant d'assurer le monitoring de l'évolution des conditions de vie de la population civile et de l'impact de l'aide locale et internationale distribuée dans les Territoires palestiniens autonomes et occupés (TPAO). La possibilité de collecter régulièrement des données sur les changements en cours dans la société palestinienne et de constituer une base de données pourrait, à moyen terme, se révéler utile pour les décideurs politiques locaux lorsqu'une phase de paix s'installera et qu'il faudra planifier la reconstruction, mais aussi pour les chercheurs intéressés à l'analyse des situations d'urgence et des processus de transition vers la paix.

Tous les cinq ou six mois environ, et en fonction de l'accès au terrain, une équipe de chercheurs palestiniens et internationaux, dirigée par Riccardo Bocco, prépare un sondage en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les sondages sont effectués en collaboration avec un centre de recherche palestinien basé à Jérusalem-Est, le JMCC (The Jerusalem Media and Communication Centre), qui, selon la taille du questionnaire, met à disposition un staff de 60 à 80 chercheurs locaux pour les enquêtes et le traitement informatique des données. Les données issues des sondages permettent, en outre, de pouvoir détailler les perceptions et les préoccupations de la population civile palestinienne, selon leur statut (réfugiés et non-réfugiés; réfugiés résidant à l'intérieur ou à l'extérieur des camps), leur sexe (hommes-femmes), voire leur lieu de résidence (Cisjordanie, bande de Gaza, Jérusalem-Est; zone urbaine ou rurale).

Tous les rapports comportent un canevas organisé en cinq parties principales:

- ❑ un cadre général des conditions de sécurité et de mobilité de la population civile (pertes humaines et matérielles; déplacements des forces, flux migratoires, conditions d'accès aux services de santé et d'éducation);
- ❑ une description de la dégradation ou des améliorations des conditions socio-économiques de la population palestinienne (effets de l'Intifada et des vagues d'occupation militaire israélienne sur l'emploi, la situation financière des ménages et les stratégies de survie);
- ❑ les types d'assistance fournie, leur source et valeur;
- ❑ l'impact de l'aide et la satisfaction du point de vue des bénéficiaires (dans cinq domaines en particulier: la santé, l'alimentation, l'emploi, l'instruction et les infrastructures), ainsi que la visibilité, l'efficacité et la pertinence des types d'aide;
- ❑ les stratégies adoptées par l'UNRWA, l'agence onusienne en charge des réfugiés.

En outre, depuis que la DDC et l'AHS ont lancé ce programme de monitoring et continuent de le soutenir financièrement, d'autres bailleurs de fonds les ont rejointes: le PNUD, l'UNRWA, l'UNICEF, l'UNESCO et le PAM notamment. Cela a aussi permis de développer les analyses par rapport à certains thèmes comme l'alimentation, la situation des femmes et des enfants, voire l'augmentation de la pauvreté.

Cinq rapports ont été publiés en 2001 et 2002 avec leur *executive summary* et sont disponibles sur le site Internet de l'iuéd à l'adresse suivante:

<www.unige.ch/iuéd/new/information/publications/pub_hors_collection.html#rapports>.

❑ Territoires palestiniens autonomes et occupés (TPAO)

La DDC a accru son aide humanitaire aux TPAO depuis la fin 2000. En 2002, après la réoccupation des territoires palestiniens par Israël, fin mars 2002, et répondant à un appel urgent de l'agence des Nations unies UNRWA, spécialisée dans l'aide aux réfugiés palestiniens, la DDC a libéré un montant d'un million de francs supplémentaires, qui s'ajoute aux 8 millions prévus annuellement pour cette organisation. De plus, la DDC, en collaboration avec l'Institut universitaire d'études du développement de Genève, a réalisé une enquête pour déterminer

les besoins les plus pressants des réfugiés palestiniens, qui sert d'instrument d'évaluation des besoins pour toutes les agences concernées telles que l'UNRWA, le CICR, le PAM, l'UNICEF⁸ (voir encadré page précédente).

❑ *Inondations en Europe et Asie*

En août 2002, le Conseil fédéral a accordé un crédit supplémentaire de 50 millions de francs aux régions inondées d'Europe et d'Asie. L'arrêté du Conseil fédéral charge la DDC de la mise en œuvre de cette aide financière par un large éventail de mesures. Mais cette aide ne sera pas exclusivement mise à la disposition de l'aide humanitaire de la DDC ; d'autres offices fédéraux pourront faire usage de cette somme, dans le but de se consacrer à la restauration de biens culturels. Environ 80 % de ces fonds seront utilisés en Europe (Allemagne, Autriche, Tchéquie, Russie et Slovaquie) et 20 % en Asie (Chine, Inde, Népal, Vietnam, Cambodge, Bangladesh, Tadjikistan). Tandis qu'en Asie, la priorité reste l'aide d'urgence aux victimes, il en va autrement en Europe. Après une phase critique, durant laquelle un soutien financier a été apporté aux populations et aux petites entreprises, la Suisse va contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel (restauration de lieux historiques en Tchéquie, ainsi que restauration et dessiccation de 2000 mètres cubes d'archives à Prague)⁹.

4.4. ÉLÉMENTS D'IMPORTANCE TOUCHANT AU DOMAINE HUMANITAIRE EN 2002

❑ *Améliorer la coordination de l'aide d'urgence internationale*

Fin janvier 2002 s'est tenue à Berne une réunion de travail entre le conseiller fédéral Joseph Deiss, accompagné de Walter Fust, directeur de la DDC, et le chef de l'OCHA et sous-secrétaire des Nations unies, Kenzo Oshima. Cette rencontre avait pour objectif de renforcer la collaboration entre la DDC et l'ONU dans le domaine de l'aide humanitaire. L'OCHA a été créé en décembre 1991 afin de coordonner l'aide d'urgence de l'ONU dans le monde. En 2001, la DDC a engagé 4,2 millions de francs en sa faveur afin, notamment, d'améliorer la coordination internationale dans le domaine de l'aide humanitaire.

❑ *Aide alimentaire – partenariat avec le PAM*

L'aide alimentaire est un volet important de l'aide humanitaire qui a pour but premier de satisfaire les besoins alimentaires dans des situations de crise lors desquelles la population touchée n'est pas en mesure de subvenir à ces besoins par ses propres moyens. Environ un quart des allocations budgétaires de l'aide humanitaire suisse concerne l'aide alimentaire (achat de produits, frais de transport et de distribution). En 2001, les contributions suisses consacrées à l'aide alimentaire se sont montées à 31 millions de francs (contributions au PAM et à des ONG suisses).

⁸ DDC, «La DDC renforce son aide humanitaire», *Newsletter*, n° 3, juin 2002; *idem*, «Un peuple assigné à résidence», *Un seul monde*, n° 2, juin 2002.

⁹ DFAE, *Le Conseil fédéral accorde 50 millions de francs aux régions inondées d'Europe et d'Asie*, communiqué de presse, 4.9.02; DDC, «Sauver le patrimoine culturel des flots», *Newsletter*, n° 5, octobre 2002.

Le partenaire principal de l'aide alimentaire de la Suisse dans l'achat, le transport et la distribution des produits est le Programme alimentaire mondial (PAM); deux tiers des fonds passent par lui. En janvier 2002, le Conseil fédéral lui a accordé une contribution de base de 42 millions de francs, montant qui sera utilisé pour moitié en 2002 et en 2003. Ces montants sont complétés par des allocations supplémentaires décidées selon les besoins opérationnels et les priorités de l'aide humanitaire de la Confédération; ces contributions peuvent être en espèces ou en nature et peuvent également concerner la livraison des produits laitiers suisses¹⁰.

📖 **ASTM 2002**, Analyses et Positions, *L'aide alimentaire de la Suisse à la recherche d'une plus grande efficacité*, François Piguet.

❑ *Aide alimentaire et OGM*

L'été 2002 a été marqué par une famine touchant 13 millions de personnes en Afrique australe. Pour faire face à cette situation, le PAM a rassemblé plusieurs milliers de tonnes de maïs, alors que certains pays bénéficiaires (Mozambique, Zimbabwe, Malawi et Lesotho) ont émis des réserves par crainte que ces céréales, provenant de surplus américains, ne soient en partie génétiquement modifiées. Tandis que le Swaziland n'émet aucune réserve envers des OGM, la Zambie refuse catégoriquement ces céréales, qu'elles soient moulues ou non. L'argument principal soutenu par la Zambie, tête de file de cette opposition, concernait plus le risque d'introduire des OGM dans la production nationale, menaçant ainsi de couper l'accès au marché de l'Union européenne, fermé aux OGM, que les conséquences sur la santé de la population. Après négociations entre le PAM et les pays concernés, un accord a été trouvé, les céréales ont pu être distribuées, mais après avoir été moulues. Par cette exigence, les pays bénéficiaires entendent empêcher que le maïs transgénique ne soit utilisé par les paysans comme semence, ce qui menacerait les variétés traditionnelles de ces régions. Lors du Sommet mondial sur le développement durable, la DDC a annoncé sa décision d'augmenter le montant de l'aide humanitaire destinée aux pays d'Afrique australe de 3 à 5 millions de francs. Pour le volet de l'aide alimentaire, elle a clairement indiqué qu'elle tiendra compte des réserves émises par certains pays bénéficiaires à l'égard du maïs transgénique¹¹.

❑ *Site Internet d'information sur la situation à Tchernobyl*

A l'initiative de la Suisse, une plate-forme d'information (site Internet) sur la situation dans la région de Tchernobyl a été créée en juin 2002, <www.chernobyl.info>. Ce sont en effet plus de 3 millions de personnes qui, aujourd'hui encore, souffrent des conséquences de l'explosion d'un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl survenue le 26 avril 1986. Ce portail Internet contribue aux objectifs de l'ONU de soutenir l'aide humanitaire et le développement durable dans les régions concernées de l'ex-Union soviétique et doit faciliter la coordination des actions dans la région. La responsabilité du site Internet est du ressort de la DDC¹².

¹⁰ DFAE, *PAM partenaire de l'aide humanitaire*, communiqué de presse, 30.1.02.

¹¹ *Le Temps*, « Des OGM contre la famine », 7.8.02, et « La Zambie est le seul pays d'Afrique australe à refuser l'aide alimentaire à base d'OGM », 24.8.02; DDC, « La Suisse respecte les réserves émises à l'encontre du maïs transgénique », *Newsletter*, n° 5, octobre 2002.

¹² DDC et OCHA, *Une nouvelle plate-forme Internet: un manifeste contre l'oubli*, communiqué de presse, 25.6.02

SOURCES

Conseil fédéral, *Message concernant la continuation de l'aide humanitaire internationale de la Confédération*, du 14 novembre 2001 (message 01.072).

DDC, *Communiqués de presse*, publiés en 2002.

DDC, *Newsletter*, publiées en 2002.

DDC, *Vivre la solidarité. Aide humanitaire – Stratégie 2005*, Berne : DDC, 2002.

SITES INTERNET

Comité international de la Croix-Rouge : <www.icrc.org>.

Programme alimentaire mondial : <www.wfp.org>.

DDC : <www.ddc.admin.ch>.